



Pour une université publique, laïque et émancipatrice

Listes présentées par la CGT Ferc Sup

La CGT FERC SUP de l'université de Caen Normandie présente des listes aux élections universitaires afin de contribuer aux débats qui engagent notre université, ses personnels et étudiant.e.s. Notre volonté est de rompre avec un accompagnement fataliste des *contre-réformes* (LMD, LOLF, LRU, LPR) et avec des politiques ministérielles qui n'ont cessé de dégrader les conditions de travail et les capacités à remplir les missions de service public des personnels. Ces *contre-réformes* n'ont pour logique que de favoriser une rentabilité à court terme, au détriment de la réussite des étudiants et des progrès de la Recherche.

A l'université, personnels et étudiant.e.s subissent le désengagement accablant de l'État et une privatisation rampante – mais continue – de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce désengagement contribue à creuser les inégalités, à dévoyer nos missions et métiers, à restreindre l'accès au statut de la fonction publique d'État pour les personnels enseignant, enseignant-chercheur et BIATSS, et à entretenir une concurrence malsaine entre universités, laboratoires, UFR, départements et personnels.

Notre objectif est donc de constituer un contre-pouvoir face aux orientations politiques et budgétaires de la future direction dès lors que celle-ci perpétuerait les logiques de ces *contre-réformes* anti-républicaines qui détruisent les missions de l'Université.

L'équipe de direction sortante avait été élue pour mettre fin aux pratiques et orientations particulièrement destructrices des collectifs de travail ; force est de constater qu'elle n'a pas été au bout de la rupture attendue et nécessaire pour remettre en cause les choix politiques et organisationnels des prédécesseurs. Nous constatons, hélas, des cas

de souffrance au travail, conséquence de choix budgétaires contestables, d'un manque d'ambition dans la politique d'emploi, du délaissement de secteurs entiers de notre Université.

La CGT Ferc Sup ne souhaite pas un retour en arrière, ni la fuite en avant qui entérinerait un mode de gouvernance verticale héritée de la précédente équipe de direction (2016-2020). La CGT Ferc Sup dénoncera systématiquement tout type de management au sein des composantes et services, qui ne se fonderait que sur la performance et la « culture du résultat ». Notre action visera à replacer le débat au cœur de la vie universitaire, afin de redonner corps au principe de collégialité. Cela passe par une démarche revendicative ambitieuse qui fera des Conseils centraux des lieux de débat démocratique contradictoire, légitimement attendu par les personnels et les étudiant.e.s. Cette volonté de faire vivre la démocratie est essentielle à une époque où les instances décisionnelles sont de plus en plus confisquées, au point de se transformer trop souvent en simples chambres d'enregistrement.

Nos revendications impliquent un retour à un financement public conséquent, tournant le dos au processus en cours d'autonomisation financière des universités. Elles supposent de reconnaître l'université comme un service public et non comme une source de profit. Elles impliquent de sortir d'une logique de marchandisation du savoir et des diplômes, liée à l'économie capitaliste. Nous sommes bien conscient.es que notre participation dans les instances ne sera pas suffisante pour opérer ces changements, nous devons compter sur la mobilisation des personnels, sur les luttes communes qui pourront être engagées.

A travers ces élections, la CGT Ferc Sup s'engage surtout, et avant tout, à construire ces luttes collectivement.

**Reprenons nos affaires en main, faites-le savoir
en votant pour les listes présentées par la CGT Ferc Sup !**

**Les 16 & 17 octobre 2024,
Votez et faites voter pour les listes présentées par la CGT Ferc Sup !**

Nos revendications sont nos engagements.



Nos revendications aux Conseil d'Administration • CA

- Nous exigeons une politique d'emploi ambitieuse.
- Nous nous opposons au recours systématique aux heures complémentaires imposées qui servent à compenser des salaires trop faibles et une politique d'emploi insuffisante au regard des besoins et nous exigeons la mise en place d'un référentiel unique garantissant l'équité entre composantes
- Nous exigeons l'avancement égal pour l'ensemble du personnel BIATSS, avec une rémunération qui ne repose pas sur l'inacceptable évaluation de la « performance »
- Nous exigeons la revalorisation du régime indemnitaire et des primes des personnels BIATSS, souvent inférieures à celles des personnels des autres universités et des personnels de l'inspection académique et du rectorat.
- Nous nous opposons à la contractualisation qui précarise les personnels enseignants et administratifs et exigeons le recrutement sur concours assurant un statut de fonctionnaire.
- Nous défendons le principe de la transparence et de la collégialité dans les règles de recrutement.
- Nous nous opposons à toute forme de management qui conduit à l'augmentation du mal-être au travail et à la destruction des collectifs de travail.
- Nous nous opposons aux fusions et aux restructurations à marche forcée ; nous exigerons par conséquent un réel bilan des fusions réalisées par le passé.
- Nous exigeons l'amélioration des conditions de travail et de l'insertion professionnelle des doctorant·es (augmentation du nombre et de la durée des financements, équité dans l'accès à l'expérience de l'enseignement, exonération des frais d'inscription, respect des contrats de vacations et du droit du travail)
- Nous nous opposons à l'Acte 2 de la LRU dont l'une des conséquences immédiates sera l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant.e.s.

Nos revendications pour la Commission de la formation et de la vie universitaire • CFVU

- Nous exigeons la garantie à tous et toutes les bachelier·e.s de l'accès à l'enseignement supérieur et l'abrogation du dispositif « Parcoursup ».
- Nous nous opposons au « tout-distanciel » (plateformes d'enseignements, enseignements à distance) hors contexte exceptionnel, dans la mesure où celui-ci est utilisé pour pallier au manque de postes.
- Nous nous opposons à la logique des « blocs de compétences », des certifications et des labels qui fait le jeu des entreprises privées et remet en cause la reconnaissance des diplômes nationaux et des qualifications.

Nos revendications pour la Commission de la recherche • CR

- Nous exigeons un projet d'établissement ambitieux prenant en compte toutes les disciplines de notre université pluridisciplinaire avec leurs particularités, leurs savoirs-faire, leurs besoins, leurs contraintes et leur histoire.
- Nous exigeons une véritable politique scientifique en appui aux unités de recherche, quelle que soit la discipline, avec des services communs adaptés, au service de la recherche et de ses acteurs et actrices.
- Nous nous opposons à la logique utilitariste du financement systématique de la recherche sur projets et exigeons des financements pérennes pour la recherche publique, quel que soit le domaine, répondant aux besoins et indépendants du pilotage par le secteur privé.